



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent trente-sixième session

Rome, 13-15 septembre 2022

---

# Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Houngbo

---

Cote du document: EB 2022/136/INF.6

Date: 20 septembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais/français

**POUR: INFORMATION**

---

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à cette cent trente-sixième session du Conseil d'administration du FIDA.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, j'aimerais faire quelques remarques. Vous n'êtes pas sans savoir que cette session du Conseil sera ma dernière à la tête du Fonds. Je tiens donc à vous remercier sincèrement de votre soutien indéfectible et de votre esprit de collaboration, grâce auxquels nous avons collectivement donné au FIDA une tout autre dimension dans son combat contre la faim et pour la transformation rurale.

À l'avenir, je sais que le futur Président, Alvaro Lario, pourra compter sur votre soutien, sur vos conseils et sur votre collaboration, comme cela a été le cas pour moi depuis avril 2017.

Mesdames et Messieurs,

Les conventions voudraient que je saisisse cette occasion pour passer en revue tout ce que nous sommes parvenus à faire dans les cinq dernières années. Mais cette œuvre est aussi la vôtre et l'exercice serait donc superflu. Je préfère donc saisir cette occasion pour vous faire part de quelques réflexions personnelles, en tant que Président sortant, dont j'espère qu'elles seront utiles à la fois aux délibérations liées à FIDA13 et aux débats institutionnels qui auront lieu sous la houlette du futur Président, M. Lario.

Partant du constat unanime que le FIDA a atteint de nouveaux sommets, l'enjeu est de préserver et consolider ces acquis, voire de les enrichir.

Je suis sincèrement persuadé que, au point où nous en sommes, des décisions structurelles s'imposent – vu les circonstances, nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre. En premier lieu, il faut avoir clairement en tête l'équilibre entre, d'un côté, nos ambitions, qui doivent être raisonnables, et, de l'autre, les ressources programmatiques et le budget administratif à prévoir pour qu'elles prennent corps. Force sera sinon de réduire nos ambitions, sachant que la charge de travail reste une préoccupation majeure de l'institution.

Cet après-midi, nous entamerons un débat sur le budget et sur la question, qui sera tranchée en décembre, de savoir s'il augmentera de 2,5%, de 3,5% ou pas du tout. Nous en délibérerons en 2023. Il ne faut cependant pas s'y tromper. Cela ne réglera pas la question. Cela ne sera qu'un répit pour 2023, à moins que nous ne nous interroguions vraiment sur la disjonction structurelle entre nos ambitions et les ressources.

Le FIDA, dans sa recherche de financements novateurs, a franchi une étape importante en obtenant une note de crédit et en empruntant auprès des marchés privés. Le prochain défi est d'augmenter le volume de ces emprunts et, point capital, d'y parvenir sans que les ressources de base cessent d'être la pierre angulaire de notre institution. Si nous décidons d'augmenter les ressources du MARE – les ressources empruntées –, gardons à l'esprit l'écueil qui consisterait à nous dévoyer des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

L'enjeu est donc de continuer d'emprunter, tout en utilisant davantage qu'aujourd'hui ces ressources au service desdits pays, et ce sans dégrader la note de risque de notre portefeuille général. Nos collègues à la finance et au risque, jusqu'ici, ont réussi à préserver une très bonne note. À mon avis, cela ne suffit pas.

Certains d'entre vous pourraient peut-être envisager, dans le cadre de FIDA13, de chercher la manière de garantir nos prêts de sorte que la qualité globale du portefeuille soit préservée, et que nous puissions donc davantage utiliser les ressources empruntées au profit des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que nous n'avons pu le faire pour FIDA12, qui était notre première expérience en la matière. La bonne nouvelle, sans vouloir ajouter de pression au futur Président, M. Lario, c'est que je le crois très bien placé pour mener la réflexion plus avant.

Consacrer comme je le propose plus de ressources aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne veut pas dire prendre plus de risques. Mon propos, en somme, est qu'il importe de rester conscients du risque financier, mais sans le laisser dicter notre conduite. Ce n'est pas la même chose.

Mesdames et Messieurs,

Qu'il me soit permis de vous réitérer que notre programme d'investissements dans le secteur privé est une initiative de longue haleine s'inscrivant dans la durée. L'expérience des dernières années nous prouve que le FIDA a bien identifié un secteur porteur, où pratiquement aucune autre institution financière multilatérale ne s'est positionnée; nous avons découvert que les attentes sont même plus élevées que nous ne le pensions et que la demande est très forte. Nos collègues en charge du secteur privé, sous la direction du Vice-Président Dominik Ziller, ont fait un travail très professionnel pour bien cerner le risque des différents investissements que nous avons faits dans ce domaine. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que nous ayons des dividendes, au sens propre ou figuré, à l'horizon de deux ans. Il faudra peut-être trois à cinq ans pour atteindre une vitesse de croisière. Il nous faut donc continuer d'investir dans ce domaine, même si présentement nous peinons à mobiliser des ressources.

Au-delà du secteur privé, je voudrais revenir à la question de la capacité du FIDA à réagir aux chocs exogènes. Nous avons vu le cas de la COVID et, récemment, le risque d'inflation causé par le conflit en Ukraine. Non seulement nous comparons le FIDA aux banques multilatérales, mais notre système d'allocation des ressources ne nous laisse aucune flexibilité de réaction, surtout rapide, en cas de crise. Or ces crises ont démontré l'importance et la pertinence du FIDA. J'appelle donc à envisager, dans le cadre du FIDA13 et au titre de l'allocation des ressources du FIDA13, une fenêtre spéciale qui permettrait de réagir aux chocs exogènes avec plus de célérité.

Pour finir, permettez-moi de me pencher sur la gouvernance de l'institution.

D'abord, au chapitre des élections. Bien qu'il soit probable qu'un tel événement ne se reproduira pas avant huit ans, il est crucial que nous prenions les mesures nécessaires, à des fins de transparence, pour que les candidatures soient rendues publiques plus tôt que cela ne l'a été. À mon avis, il n'est pas nécessaire d'attendre la date butoir de dépôt des candidatures pour les rendre publiques. Lorsqu'une candidature est déposée et qu'elle est validée par la commission en charge des élections, elle doit être rendue publique sous 24 heures ou 48 heures. Pour ce faire, je suggérerais aussi que soit rendue obligatoire la soumission des candidatures dans les quatre langues officielles du FIDA afin que le Secrétariat n'ait pas à prendre trois semaines pour en assurer la traduction.

Toujours au chapitre de la gouvernance, il me paraît absurde qu'une institution qui investit pratiquement les deux tiers de ses ressources dans les pays à faible revenu ne leur réserve aucun siège au Conseil d'administration. Celui-ci siège donc et décide de ce qui est bon pour eux sans qu'ils participent aux délibérations. Je crois comprendre certaines des difficultés, mais celles-ci ne doivent toutefois pas nous retenir de mettre ce sujet à la table du Conseil d'administration.

Je vous remercie de votre attention.

Je cède maintenant la parole au Président élu, Alvaro Lario.